

« Dans quelle mesure l'investissement public national contribue-t-il à la relance de la croissance dans le cadre d'une politique économique axée sur l'offre ? »

CONFERENCE ORGANISEE PAR LE PARTI « MOUVEMENT POPULAIRE »
CASABLANCA, 3 AOUT 2012

*Sous la Présidence de M. Mohammed Tawfik MOULINE
Directeur Général, Institut Royal des Etudes Stratégiques*

1. PRESENTATION GENERALE DES AXES DU DEBAT

- Cette conférence aborde une question centrale du débat actuel, à savoir l'opportunité de la relance économique au Maroc en s'appuyant sur une politique axée sur l'offre, au sein de laquelle l'investissement public constituerait un facteur d'impulsion de l'activité économique nationale.
- Il est question également de voir dans quelle mesure cette politique gagnerait à être conduite sur des bases à la fois saines et durables, non seulement pour contrecarrer les effets récessifs induits par une conjoncture internationale difficile, mais aussi pour répondre aux impératifs de sécurisation de la trajectoire de développement économique et social du pays.
- Parallèlement à cette question centrale, se pose trois questions connexes :
 - ✓ la question des effets induits par l'investissement public en termes de dynamisation de l'investissement privé (mise en relief du rôle de l'Etat en tant qu'accompagnateur et facilitateur de l'initiative privée et non un substitut à celle-ci).
 - ✓ La question du financement de l'effort d'investissement, en général, à travers le secteur bancaire et le marché des capitaux, en examinant les défis et les contraintes relevés en la matière.
 - ✓ La question de la définition de l'investissement public se pose avec acuité. Qu'est ce qui doit être comptabilisé en tant qu'investissement public. Dans mes propos, l'investissement public est perçu comme agrégation de l'ensemble.



2. POURQUOI UNE RELANCE ECONOMIQUE PAR L'OFFRE ?

- Les politiques de relance par la demande ont un impact positif à très court terme sur la croissance, mais leur effet s'estompe progressivement et pourrait même s'accompagner de déséquilibres importants (budgétaire et courant) de nature à limiter le potentiel de croissance dans l'avenir.
- Dans le contexte marocain, **la relance par la demande intérieure** est entravée aujourd'hui par plusieurs limites, dont notamment :
 - ✓ Le soutien à la consommation des ménages est peu fiable dans un contexte de déficit chronique de la balance commerciale.
 - ✓ La consommation publique est freinée par le niveau élevé du déficit budgétaire actuel (impératif de rigueur budgétaire).
- En revanche, la hausse des salaires, dans un souci de renforcement de l'équité sociale ou en tant que résultante d'un relèvement de la productivité, pourrait être d'un effet positif sur la croissance.
- **La relance économique par l'offre** se justifie à l'aune de l'évolution du contexte international et national marqué par :
 - ✓ Une crise économique qui frappe de plein fouet les économies européennes partenaires du Maroc (Espagne en particulier et la France dans une mesure moindre), avec des effets négatifs sur la demande extérieure adressée au pays et sur son attractivité aux investissements étrangers.
 - ✓ Un renchérissement des prix des matières premières, exerçant de fortes tensions sur la balance commerciale et sur les finances de l'Etat (Charges de compensation).
 - ✓ Fortes demandes socioéconomiques en termes de créations d'emplois pour une population majoritairement jeune, de mise en place d'infrastructures sociales de base (santé, éducation...) et d'accompagnement du processus de convergence et de modernisation économique (visions sectorielles...).
- Dans ce contexte, la sécurisation de la croissance devient un défi de taille et interpelle les marges de manœuvre de l'Etat en termes de conduites de politiques appropriées de relance pour contrecarrer les effets récessifs induits par l'atonie de la conjoncture internationale et répondre aux exigences de développement du pays.

3. L'EFFORT D'INVESTISSEMENT PUBLIC AU MAROC : QUELQUES DONNEES

- L'investissement au Maroc constitue un levier important de la progression du PIB. La contribution de la FBCF à la croissance économique est passée de 1,6 entre 1999 et 2005 à 2,1 points entre 2006 et 2011, alors qu'elle était de 0,9% entre 1990 et 1999.
- Dans cette dynamique de l'investissement, le secteur public occupe désormais une place de choix. L'investissement public a connu une forte accélération depuis 2008. Si le Maroc a pu résister à la crise économique mondiale, c'est grâce à la poursuite des réformes et au maintien de l'effort d'investissement de l'Etat et particulièrement celui des Entreprises publiques.
- En 2010, la structure de l'investissement public au Maroc fait ressortir la part prépondérante des investissements des entreprises publiques (61%), suivi des dépenses d'investissement inscrites dans le budget général de l'Etat (33%), des collectivités locales (4%), le reste couvre la part des comptes spéciaux du trésor (CST) et les services de l'Etat gérés de manière autonome (SEGMA).
- ✓ Les dépenses d'investissement du budget général de l'Etat se sont maintenues à un niveau relativement élevé malgré le contexte de crise et sans pour autant être responsable du déséquilibre des finances publiques (incidences des dépenses de fonctionnement et des charges de compensation). La capacité d'autofinancement des Entreprises Publiques est d'ailleurs relativement élevée et représente près de 65% de leur investissement.
- ✓ Les réalisations en matière d'investissement des Entreprises Publiques ont fortement évolué pour passer de 157 milliards de dirhams sur la période 2006-2008 à 208 milliards de dirhams sur la période 2009-2011, soit un accroissement de 33% entre les deux périodes (Source : Rapport de la DEPP, Loi de Finances 2012). Les données de la LF 2012 montrent que cet effort se poursuivrait avec une enveloppe globale d'investissement prévisible de 123 milliards de dirhams.
- ✓ Le Fonds Hassan II pour le Développement Economique et Social, alimenté par 50% des recettes de privatisation, demeure un important levier de l'investissement productif, notamment dans les secteurs liés aux infrastructures, à l'industrie, au tourisme et à la logistique, et un instrument privilégié de développement économique et social.

- Une lecture de l'orientation des investissements publics permet de relever que ces investissements ciblent, en plus des secteurs sociaux de base (éducation, santé, habitat), des domaines structurants qui ont des effets de moyen-long termes sur la croissance économique : Infrastructures de transport, équipement du monde rural & développement régional, agriculture, énergie et eau...

4. QUELLE STRATEGIE D'INVESTISSEMENT PUBLIC AU MAROC

- La maximisation des retombées de l'investissement public au Maroc sur les différentes dimensions de développement du pays met en exergue l'importance de centrer les choix en matière d'investissements publics sur les priorités stratégiques du Maroc en vue de permettre au pays de relever les défis qui l'interpellent. Ces défis peuvent être regroupés autour de quatre grands défis :

Le défi de la compétitivité globale :

- ✓ Relever le défi de la compétitivité globale pour assurer un meilleur positionnement dans la mondialisation et renforcer l'attractivité d'ensemble du pays et faire du Maroc un hub régional et international (transport, finance, éducation...).

Le défi de la cohésion sociale :

- ✓ Accélérer le développement humain du pays, pour favoriser entre autres l'accumulation du capital humain et la cohésion sociale (réduire les inégalités socioéconomique pour un meilleur vivre ensemble).
- ✓ Favoriser un développement territorial équilibré en ligne avec les perspectives de la régionalisation avancée, en vue de rendre les territoires maîtres de leur destin.

Le défi du changement climatique :

- ✓ Renforcer les capacités d'adaptation du pays au changement climatique (développement d'une expertise nationale, développement des moyens d'observation et d'alerte précoce, adaptation des ouvrages hydrauliques...).
- ✓ Réduire la dépendance énergétique, à travers le renforcement du poids des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique national.

- ✓ Œuvrer activement en faveur de la sécurité alimentaire sur le plan national, malgré le contexte de raréfaction des ressources hydriques, tout en contribuant activement à la sécurité alimentaire mondiale.

Le défi de la sécurité :

- ✓ Renforcer la résilience du pays et sa capacité d'endiguer les risques sécuritaires tant sur le plan interne (sécurité des personnes et des biens) que sur le plan externe (cybercriminalité, terrorisme international, risque au Sahel...).

5. QUESTIONNEMENTS ET ORIENTATION DU DEBAT

- L'effort d'investissement public au Maroc est aujourd'hui plus l'œuvre des grandes entreprises publiques que celle de l'Etat. Le maintien de cet effort est primordial pour accompagner le processus de développement du pays. Toutefois, la relance par l'investissement public n'est pas une option illimitée. Toutes les études ont montré que la croissance économique se fait davantage par l'investissement privé, pour alimenter une progression soutenue de la production et de l'emploi. La question de la rentabilité à long terme des investissements publics est souvent avancée comme un argument.
- De plus, les marges de manœuvres financières de l'Etat sont encadrées par la nouvelle Constitution qui stipule dans son article 77 que « Le parlement et le gouvernement veillent à la préservation de l'équilibre des finances de l'Etat. Le gouvernement peut opposer, de manière motivée, l'irrecevabilité à toute proposition ou amendement formulés par les membres du Parlement lorsque leur adoption aurait pour conséquence, par rapport à la loi de finances, soit une diminution des ressources publiques, soit la création ou l'aggravation des charges publiques »
- Plusieurs questionnements pourraient être abordés pour examiner les retombées de l'investissement public sur le développement économique et social du pays et en faire un levier durable de la croissance :
 - ✓ Dans un souci de rationalité et d'efficacité de la dépense publique, l'investissement public ne gagnerait-il pas à s'inscrire dans le cadre d'une vision intégrée et de long terme, assorti d'un système de suivi et d'évaluation, de nature à renforcer la rentabilité de l'investissement public ? Quid des capacités de coordination et des pratiques de bonne gouvernance ?

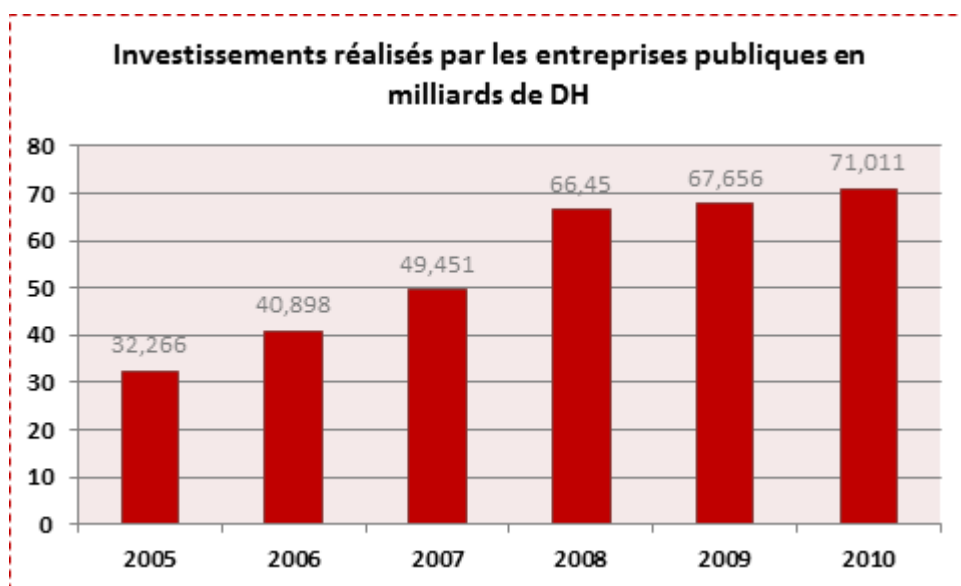
- ✓ Comment favoriser une meilleure complémentarité entre investissement public et investissement privé, en évitant tout effet d'éviction à l'initiative privée nationale et internationale ?

- ✓ Par quels leviers faut-il agir pour accroître les effets structurants de l'investissement public sur le système productif privé et accompagner la politique d'industrialisation du pays ? Comment l'investissement public peut-il favoriser le développement du marché intérieur et permettre une croissance autoentretenu à l'abri des aléas de la conjoncture externe ? Dans cette perspective, ne serait-il pas primordial d'optimiser le contenu en importation (et donc en devises) des investissements publics ?

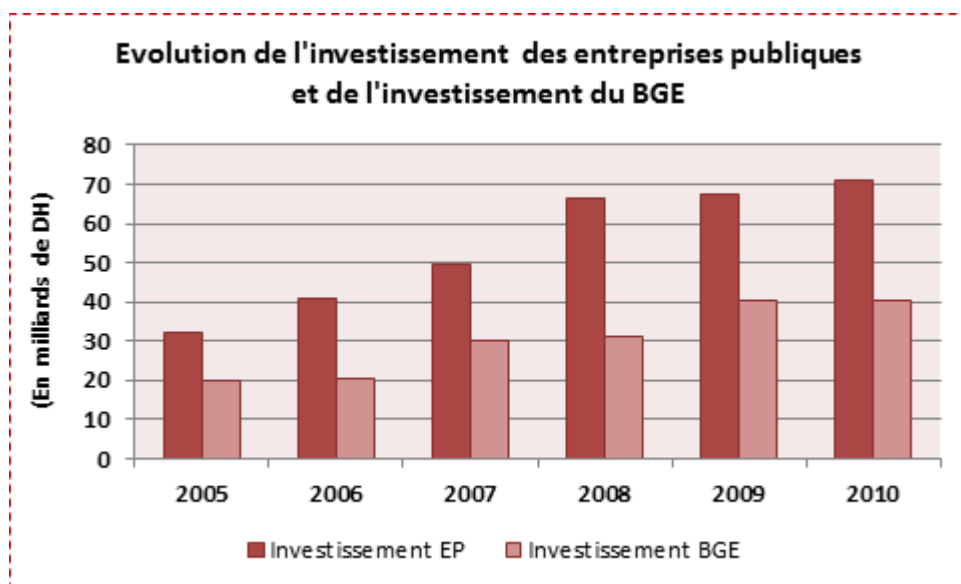
- ✓ Quels modes de financement des programmes publics faut-il adopter pour éviter que l'investissement public ne puisse générer des effets d'endettement préjudiciables à l'équilibre macroéconomique ?

- ✓ Quelles approches renouvelées en matière de financement des grands projets d'investissements publics faut-il privilégier en vue non seulement de favoriser l'appropriation technologique mais aussi de sécuriser la croissance et l'asseoir sur des bases durables ?

ANNEXE : Quelques graphiques relatifs à l'investissement public au Maroc

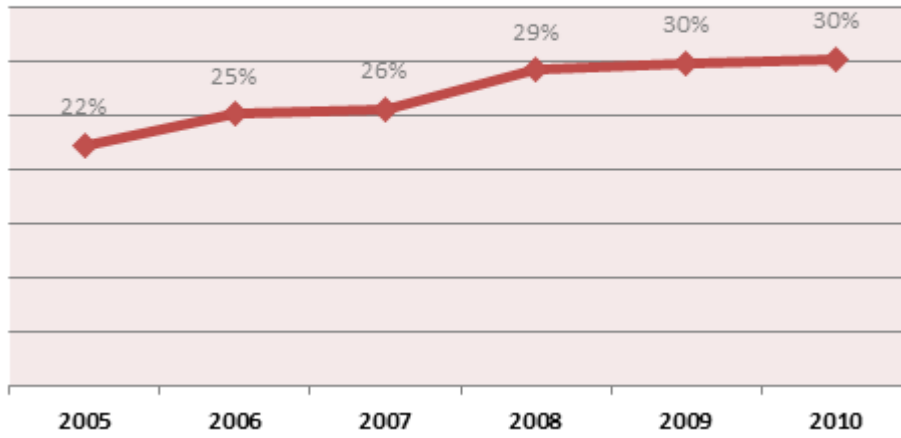


Source : MEF

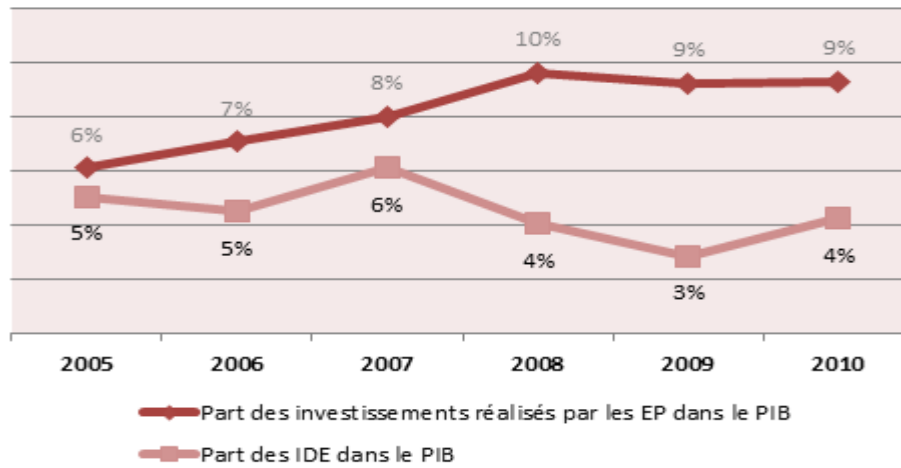


Source : MEF

Part des investissements réalisés par les entreprises publiques dans la FBCF

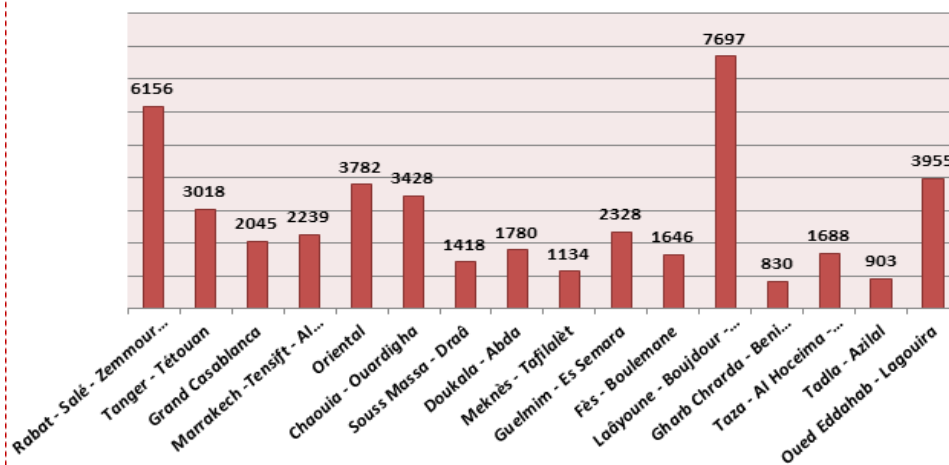


Source : MEF



Source : Office des changes, MEF

Investissements des EP par région par habitant (En Dh/Hab)



Source : HCCP (RGP 2004), MEF